



Groupe Clémence Royer

Saint Herblain

A propos du réarmement de l'École !

L'École de la République est de trop dans le paysage libéral de ce pouvoir. Tout est entrepris pour la restructurer, la liquider et la privatiser.

C'est d'abord une suite ininterrompue de contre-réformes.

La dernière en date porte le nom très communicant de « choc des savoirs ». En réalité les vrais objectifs sont à l'inverse de ceux annoncés !

Par l'instauration de groupes de niveaux flexibles en Mathématiques et en Français, le « choc des savoirs » désorganise les collèges, entraîne la suppression des dédoublements, détériore les emplois du temps et réduit, parfois supprime des enseignements disciplinaires et des options. Au point que l'arrêté mettant en place les groupes de niveau a unanimement été rejeté au conseil Supérieur de l'Education !

C'est ensuite une asphyxie progressive par le manque de moyens

Après l'annonce en octobre dernier de la suppression de 650 postes, un décret* du gouvernement Macron-Attal-Belloubet**, en date du 22 février va entraîner saignée sans précédent dans l'Education nationale :

- Une coupe de 692 millions dans le 1^{er} et 2nd degré qui se traduira par des centaines de suppressions supplémentaires de postes d'enseignants
- 262 millions en moins pour « Vie de l'élève » dont 164 millions pour supprimer des postes de CPE, AED, AESH, médecins, infirmiers...
- 904 millions volés au budget de l'Enseignement supérieur et la recherche !

Les choix politiques sont clairs

L'École publique va mal parce qu'elle est abandonnée par la puissance publique.

Depuis 1959, la loi Debré la vide progressivement de ses moyens. Cette année c'est encore 12 milliards de subventions publiques qui sont détournés au profit de l'enseignement privé et cela dure depuis 63 ans !

Et ce plan d'austérité d'une violence inouïe envers l'École publique intervient au lendemain des annonces du président Macron d'envoi de 3 milliards d'armes en Ukraine et on souvient d'une formidable augmentation, en avril dernier du budget pluriannuel des armées, 413 Milliards, une augmentation de 40% !

Ce gouvernement ne cesse de proclamer que L'École occupe une place centrale dans le projet de « réarmement de la Nation ». De quel réarmement parlons-nous ? Soyons clair et précis. Il ne s'agit pas ici de reconstruire l'enseignement, pourvoir les postes et les enseignants nécessaires ni de renforcer l'instruction. Le réarmement est à prendre ici au sens premier et martial. Il s'agit d'habituer la jeunesse à porter un uniforme de collégien ou de lycéen pour porter ensuite celui, militaire, du Service National Universel !

Mais la résistance des personnels est bien présente. Comme ils l'ont montré en février pour refuser l'inclusion systématique, ils se préparent au jourd'hui à faire échec au « Choc des savoirs »
Ni l'École, ni ses personnels ont pour mission d'embrigader la jeunesse !

**donc sans passer par le parlement*

***La nouvelle ministre de l'Education nationale est bien dans la ligne destructrice du couple Macron-Attal. Dans un article de la revue Après-demain, en 2016, au titre évocateur « Supprimer le ministère de l'Education nationale ? », elle affirme : « le système éducatif français doit évoluer vers plus de décentralisation territoriale et fonctionnelle »,*